

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE

COMMUNE DE MAKAK

SECETARIAT GENERAL

STRUCTURE INTERNE DE GESTION

ADMINISTRATIVE DES MARCHES

PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

CENTER REGION

NYONG AND KELLE DIVISION

MAKAK COUNCIL

GENERAL SECRETARIAT

INTERNAL STRUCTURE FOR

ADMINISTRATIVE MANAGEMENT

OF PUBLIC PROCUREMENT

Maître d'Ouvrage : Maire de la Commune DE MAKAK

**Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès de la
Commune de Makak**

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N°011/AONO/R-CE/D-NK/C-MAKAK/CIPM/ 2025 DU 23 JUILLET 2025

**POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU CENTRE D'ALPHABETISATION DE KAYA
II, DANS LA COMMUNE DE MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, REGION DU CENTRE**

**FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC – (MINEDUB)
EXERCICE 2025**

LOT	Désignation	Imputation	Autorisation de Dépense	Montant TTC	Financement	Délais
1	rehabilitation du centre d'alphabetisation de Kaya 2, dans la commune de makak	59 15 103 01 641136 464211 426	JA00419	6 000 000 FCFA	MINEDUB	3 mois

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

JUILLET 2025

TABLE DES SIGLES

ARMP : Agence de Régulation des Marchés Publics

BPU : Bordereau des Prix Unitaires

DQE : Devis Quantitatif et Estimatif

MINMAP : Ministère des Marchés Publics

MO/MOD : Maître d’Ouvrage/Maître d’Ouvrage Délégué

SDU : Sous-Détail des Prix Unitaires

CIPM : Commission Interne de Passation des Marchés

CCCM : Commission Centrale de Contrôles des Marchés Publics

CSPM : Commission Spéciale de Passation de Marchés Publics

CDPM : Commission Départementale de Passation des Marchés Publics

DTAO : Dossier Type d’Appel d’Offres

DAO : Dossier d’Appels d’Offres

TABLE DES MATIERES

Pièce N°1. Avis d'Appel d'Offres (AAO)	04
Pièce N°2. Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)	14
Pièce N°3. Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO)	33
Pièce N°4. Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)	49
Pièce N°5. Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)	68
Pièce N°6. Cadre du bordereau des prix unitaires	74
Pièce N°7. Cadre du détail quantitatif et estimatif	78
Pièce N°8. Cadre du sous-détail des prix	80
Pièce N°9. Modèle de marché	82
Pièce N°10. Modèles ou formulaires types à utiliser par les Soumissionnaires	87
Pièce N°11. La Charte d'Intégrité	106
Pièce N°12. La Déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales	110
Pièce N°13. Liste des organismes habilités à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics.....	113

PIECE N°1

AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO)

Lot	Désignation	Montant TTC
1	travaux de rehabilitation du centre d'alphabetisation de Kaya 2, dans la commune de makak	6 000 000 FCFA

5 Délai d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations est de **trois (03) mois**, incluant toutes les contraintes éventuelles liées à l'enclavement, aux contraintes particulières du site, aux conditions climatiques et aux moyens d'accès sur place. Le délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux.

Il revient au Cocontractant de proposer dans son offre un calendrier d'exécution entrant dans le délai sus-indiqué.

6 Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence est ouverte à égalité de conditions à toutes les Entreprises de droit Camerounais ayant des compétences dans le domaine des Travaux Publics, et possédant une bonne expérience dans la réalisation des travaux de Génie Civil et justifiant des capacités techniques et financières pour la bonne réalisation des travaux.

7 Financement

Les travaux objet du présent Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence, sont financés par le **Budget d'Investissement Public (BIP), (MINEDUB) EXERCICE 2025**.

8 Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

9 Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à montant de **120 000** (cent vingt mille) FCFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Cette caution sera délivrée conformément aux dispositions de la lettre circulaire N°000019/LC/MINMAP du 05 Juin 2024. Et joindre à la caution de soumission le récépissé de dépôt de la (CDEC).

LOT	Désignation	Montant	Montant
		Caution en chiffre	Caution en lettre
1	travaux de rehabilitation du centre d'alphabetisation de Kaya, dans la commune de makak	120 000 FCFA	Cent vingt mille francs CFA

10 Consultation du Dossier d'Appel d'Offres National Ouvert

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être consultée dans les Services du Maître d'Ouvrage, sis à Makak, dans le Service Interne de Gestion Administrative des Marchés (SIGAM).

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm), dès publication du présent avis au journal des marchés (JDM).

11 Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres National Ouvert

Le Dossier d'Appel d'Offres National Ouvert peut être obtenu aux heures ouvrables à partir de 07h30 à 15h30 min à la Commune de MAKAK, dans le Service Interne de Gestion Administrative des Marchés (SIGAM), dès publication du présent Avis, contre présentation d'une quittance de versement de **12 000 F (Douze mille francs) CFA, non remboursables, à la Recette Municipale de Makak**. Ladite quittance devra préciser le numéro de l'appel d'offres et le numéro du lot. Lors du retrait du dossier, les soumissionnaires doivent présenter l'original de la quittance en se faisant enregistrer.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS ou sur le site de l'ARMP (<http://www.armp.cm>) disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique.

Toutefois, la soumission par voie physique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12 Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires, dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir à la Mairie de la Commune de MAKAK, dans le Service Interne de Gestion Administrative des Marchés (SIGAM) **au plus tard le 27 AOUT 2025 à 12h00mn précises** et devra porter la mention :

« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N°011/AONO/R-CE/D-NK/C-MAKAK/CIPM/ 2025 DU 23 JUILLET 2025

**POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU CENTRE D'ALPHABETISATION DE KAYA II,
DANS LA COMMUNE DE MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, REGION DU CENTRE»**

Maître d'Ouvrage: Maire de la Commune de MAKAK

Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès de la Commune de Makak

FINANCEMENT: BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC – (MINEDUB) EXERCICE 2025

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

13 Recevabilité des plis

Les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être en cours de validité ou datées de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

NB 1: Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.

NB 2: Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14 Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps et aura lieu, **le 27 AOUT 2025 à 13 heures** précises par la Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM) siégeant dans sa salle de réunions de la Commune de Makak.

NB: Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être datées de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

15 Critères d'évaluation

15.1. Critères éliminatoires

- a. L'absence ou la non-conformité de toute autre pièce administrative fera l'objet d'un rejet de l'offre passé le délai de 48 heures accordé au soumissionnaire (cf. art 92 al. 9 du Code des Marchés Publics) ;
- b. L'absence ou la non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;
- c. des fausses déclarations ou pièces falsifiées.
- d. La note technique inférieure au seuil minimal requis de 85% d'éléments positifs (soit au moins 17 éléments Oui sur 20) selon la Grille de Notation du RPAO ;
- e. N'avoir jamais exécuté un marché similaire **de rehabilitation du centre d'alphabetisation** dans les trois dernières années ;
- f. Attestation de capacité financière inférieure à **Quinze millions (15 000 000)** de Francs CFA.
- g. Offre financière incomplète ;
- h. Omission dans l'offre financière, d'un prix unitaire quantifié ;
- i. Absence du sous détail des prix.
- j. de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée
- k. Absence de la Charte d'Intégrité ;
- l. Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de chantier

NB : Toute offre incomplète et ne respectant pas un seul des critères éliminatoires sera disqualifiée.

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- A. la présentation de l'offre ;
- B. les références du soumissionnaire ;
- C. la situation financière.
- D. Qualification et expérience du personnel
- E. Moyens logistiques
- F. Méthodologie
- G. Les preuves d'acceptation des conditions du marché

Le soumissionnaire sera qualifié s'il obtient un score minimum de 17 sous critères essentiels sur 21.

NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de la Fonction Publique notamment par un « Acte » ne sera pas pris en compte.

16 Attribution

Le Maire de la Commune de Makak, Maitre d'Ouvrage, attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins disante et remplissant les capacités administratives, financières et techniques requises.

17 Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leur offre pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date initiale fixée pour la remise des offres.

18 Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès de la Mairie de Makak, dans le Service Interne de Gestion Administrative des Marchés Secrétaire general Mairie de MAKAK : **Tel : 697 588 004**

19 Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, le Maitre d'Ouvrage au numéro 699806935.

Fait à MAKAK, le _____

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MAKAK

(Autorité Contractante)

AMPLIATIONS

- ARMP - CENTRE (Pour publication au JDM) ;
- DD-MINMAP / NK (Pour information) ;
- Président CIPM / MAKAK ;
- Chef SIGAM / MAKAK ;
- Affichage/Archives.

REPUBLIC OF CAMEROON
 Peace-Work-Fatherland

 CENTER REGION

 NYONG AND KELLE DIVISION

 MAKAK COUNCIL

 GENERAL SECRETARIAT

 INTERNAL STRUCTURE FOR
 ADMINISTRATIVE MANAGEMENT OF
 PUBLIC PROCUREMENT



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
 Paix-Travail-Patrie

 REGION DU CENTRE

 DEPARTEMENT DU NYONG ET
 KELLE

 COMMUNE DE MAKAK

 SECETARIAT GENERAL

 STRUCTURE INTERNE DE
 GESTION ADMINISTRATIVE DES
 MARCHES PUBLICS

NOTICE

OF NATIONAL OPEN TENDER UNDER EMERGENCY PROCEDURE

No. 011/AONO/R-CE/D-NK/C-MAKAK/CIPM/2025 OF JULY 23, 2025

FOR THE REHABILITATION WORKS OF THE LITERACY CENTER OF KAYA II, IN THE MUNICIPALITY OF MAKAK, NYONG AND KELLE DIVISION, CENTER REGION.

Funding: Public Investment Budget (PIB), MINEDUB, Fiscal Year 2025

1. Purpose of the Invitation to Tender:

The Mayor of the Municipality of Makak, Project Owner, is launching a National Open Tender under the emergency procedure for the execution of rehabilitation works at the Kaya II literacy center, located in the Makak municipality, Nyong and Kelle division, Center region.

2. Scope of Work:

The works mainly include:

- Site installation and study;
- Demolition works;
- Concrete – reinforced concrete;
- Roofing – ceiling;
- Carpentry (wood – metal) and hardware;
- Painting;
- External works (roads and utilities – VRD).

3. Lot Division:

The works consist of a **single lot** defined as follows:

Lot	Description
1	Rehabilitation works of the Kaya II literacy center, Municipality of Makak

4. Estimated Cost:

Lot	Description	Amount (TTC)
1	Rehabilitation works of the Kaya II literacy center, Municipality of Makak	6,000,000 FCFA

5. Execution Deadline:

The maximum execution period set by the Project Owner is **three (03) months**, including all possible constraints related to isolation, site-specific challenges, climatic conditions, and access means. The period starts from the date of notification of the service order to commence the work.

6. Participation and Origin:

Participation is open on equal terms to all Cameroonian companies with expertise in public works and proven technical and financial capacity in civil engineering projects.

7. Funding:

The project is funded by the **Public Investment Budget (PIB)** of MINEDUB, fiscal year 2025.

8. Submission Method:

Only **offline** submission is allowed for this consultation.

9. Bid Bond:

Each bidder must attach to their administrative documents a **bid bond** in the amount of **120,000 FCFA**, issued by a financial institution authorized by the Minister of Finance. It must remain valid up to 30 days beyond the initial offer validity deadline. **And attach to the bid bond the deposit receipt from the (CDEC).**

Lot	Description	Amount (Figures)	Amount (Words)
1	Rehabilitation works of the Kaya II literacy center, Municipality of Makak	120,000 FCFA	One hundred twenty thousand CFA francs

10. Consultation of Tender Documents:

The physical version can be consulted at the **SIGAM Office in Makak**. It is also available online at:

- www.marchespublics.cm
- www.publiccontracts.cm
- www.arnp.cm

11. Acquisition of Tender File:

Obtainable at the **Municipality of Makak**, SIGAM, from **7:30 am to 3:30 pm**, upon payment of a **non-refundable sum of 12,000 FCFA**.

12. Submission of Offers:

Offers written in **French or English**, in **seven (07) copies** (one original + six copies), must be submitted **no later than AOUT 27, 2025, at 12:00 p.m.** at the Makak City Hall.

13. Envelope Labeling:

13 Admissibility of bids

The documents required in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or a competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Rules for Invitations to Tender. They must be valid or dated less than three (03) months or have been drawn up after the date of signature of the invitation to tender.

NB 1: The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The project owner will not accept :

- Envelopes bearing indications of the tenderer's identity;
- Envelopes received after the deadline for submission;
- Applications that do not comply with the submission method;
- Envelopes without an indication of the identity of the tenderer;
- Failure to comply with the number of copies indicated in the RPAO or bidding only in copies.

NB 2: Any tender which is incomplete in accordance with the requirements of the Tender Documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public procurement or failure to comply with the model documents in the tender documents will result in the tender being rejected outright without any appeal. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond submitted by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

14. Bid Opening:

Scheduled for **AOUT 27, 2025, at 1:00 p.m.** at the Makak City Hall by the Internal Tender Board (CIPM).

15. Evaluation Criteria:

15.1. Eliminary Criteria:

- Missing or non-compliant administrative documents (after 48-hour deadline);
- Missing or invalid bid bond;
- Forged or falsified documents;
- Technical score below **85%** (less than 17 “Yes” out of 20);

- No similar project in past 3 years;
- Financial capacity below **15,000,000 FCFA**;
- Incomplete financial offer or missing unit prices;
- Missing environmental/social engagement declaration;
- Missing Integrity Charter;
- Missing statement of no project abandonment.

15.2. Essential Criteria:

- Presentation of the offer;
- Bidder's references;
- Financial situation;
- Personnel qualifications and experience;
- Logistics;
- Methodology;
- Acceptance of contract terms.

Minimum: **17 out of 21 essential criteria.**

16. Award:

The contract will be awarded to the **lowest compliant bidder** who meets all administrative, financial, and technical requirements.

17. Validity of Offers:

Offers remain valid for **90 days** from the date of submission.

18. Additional Information:

Inquiries: **Municipality of Makak – SIGAM Office**

- **Tel: +237 697 588 004**

19. Anti-Corruption Measures:

For reports of corruption or malpractice, contact:

- **CONAC: 1517**
- **MINMAP (SMS or call): +237 673 20 57 25 / 699 37 07 48**
- **Project Owner: +237 699 806 935**

Done at Makak, on _____

THE MAYOR OF MAKAK (Contracting Authority)

AMPLICATIONS

- ARMP – CENTER (For publication in the Public Procurement Journal);
- DD-MINMAP / NK (For information);
- President of CIPM / MAKAK;
- Head of SIGAM / MAKAK;
- Posting/Archives.

PIECE N°2

REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES

(RGAO)

TABLE DES MATIERES

A. Généralités.....	18
Article 1. Objet de la consultation	168
Article 2. Financement.....	168
Article 3. Principes éthiques	168
Article 4. Candidats admis à concourir.....	179
Article 5. Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés.....	20
Article 6. Documents établissant la qualification du Soumissionnaire.....	20
Article 7. Visite du site des travaux.....	20
B. DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	21
Article 8. Contenu du Dossier d'Appel d'Offres	21
Article 9. Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et Recours	21
Article 10. Modification du Dossier d'Appel d'Offres.....	22
C. PREPARATION DES OFFRES.....	22
Article 11. Frais de soumission	22
Article 12. Langue de l'offre	22
Article 13. Documents constituant l'offre	23
Article 14. Montant de l'offre.....	224
Article 15. Monnaies de soumission et de règlement	224
Article 16. Validité des offres.....	235
Article 17. Cautionnement de soumission	235
Article 18. Propositions variantes des soumissionnaires	246
Article 19. Réunion préparatoire à l'établissement des offres	246
Article 20. Forme, Format et signature de l'offre.....	246
D. DEPOT DES OFFRES	257
Article 21. Cachetage et marquage des offres	257
Article 22. Date, heure limites de dépôt des offres et Mode de soumission.....	257
Article 23. Offres hors délai	268
Article 24. Modification, substitution et retrait des offres.....	268
E. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES	279
Article 25. Ouverture des plis et recours	279
Article 26. Caractère confidentiel de la procédure	30
Article 27. Eclaircissements sur les offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué.....	30
Article 28. Détermination de la conformité des offres et évaluation au plan technique.....	30
Article 29. Critères d'évaluation et de qualification du soumissionnaire.....	31
Article 30. Correction des erreurs.....	31
Article 31. Conversion en une seule monnaie	31
Article 32. Evaluation et comparaison des offres au plan financier	31
Article 33. Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux	32
F. ATTRIBUTION	32
Article 34. Attribution	32
Article 35. Droit du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué de déclarer un Appel d'Offres infructueux ou d'annuler une procédure.....	33
Article 36. Notification de l'attribution du marché	33
Article 37. Publication des résultats d'attribution du marché et recours	313
Article 38. Signature du marché	313
Article 39. Cautionnement définitif.....	324

REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES

A. GENERALITES

Article 1. Objet de la consultation

1.1. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, tel que précisé dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO), lance un Appel d'Offres pour la réalisation des travaux décrits dans le présent Dossier d'Appel d'Offres et brièvement définis dans le RPAO.

Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'appel d'offres figurent dans le RPAO.

1.2. Le Soumissionnaire retenu, ou attributaire, doit achever les travaux dans le délai prévisionnel indiqué dans le RPAO, et qui court sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

1.3. Dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, le terme **“jour”** désigne un jour ouvrable, à l'exception des jours calendaires expressément spécifiés dans le code des marchés publics.

Article 2. Financement

La source de financement des travaux, objet du présent appel d'offres est précisée dans le RPAO.

Article 3. Principes éthiques

3.1. Les agents relevant du service public, les soumissionnaires et les titulaires de marché, ainsi que toute personne intervenant à quelque titre que ce soit dans la chaîne de passation, d'exécution, de contrôle et de régulation des marchés, sont soumis aux dispositions des lois et règlements interdisant les actes de corruption, les manœuvres frauduleuses, les pratiques collusoires, coercitives ou obstructives, les conflits d'intérêts, les délits d'initiés et les complicités.

A cet égard, ils souscrivent la charte d'intégrité dont le modèle est joint en annexe du présent Dossier d'Appel d'Offres (pièce 10).

En vertu de ces principes, le Maître d'ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué :

- a. défini, aux fins de cette clause, les expressions de la manière suivante :
 - i. Est convaincu d'acte de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;
 - ii. Se livre à des "manœuvres frauduleuses " quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;
 - iii. Sont convaincus de « pratiques collusoires » deux ou plusieurs soumissionnaires qui s'entendent dans le but de maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;
 - iv. Se livre à des « pratiques coercitives », quiconque porte atteinte aux personnes ou à leurs biens ou profère des menaces à leur encontre de manière directe ou indirecte, afin d'influencer leurs actions au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;
- v. Le « conflit d'intérêt » désigne toute situation dans laquelle le titulaire d'un marché ou surveillant des procédures de passation et/ou de l'exécution du marché pourrait tirer des profits directs ou indirects d'un marché conclu par le Maître d'ouvrage ou Maître d'ouvrage Délégué, d'une affectation ou toute situation dans laquelle il a des intérêts financiers ou personnels suffisant pour compromettre son impartialité dans l'accomplissement de ses fonctions ou de nature à affecter défavorablement son jugement ;
- vii. La complicité s'entend de :
 - L'omission ou la négligence d'effectuer les contrôles ou de donner les avis techniques prescrits ;
 - L'abstention volontaire de porter à la connaissance du Maître d'ouvrage ou de l'autorité compétente, les irrégularités constatées lors de la réalisation de ses missions.
- viii. Se livre aux « pratiques obstructives », quiconque commet des actes visant à la destruction, la falsification, l'altération ou la dissimulation des preuves sur lesquelles se fonde une enquête ou toutes fausses déclarations faites aux enquêteurs ou bien toute menace, harcèlement ou intimidation à l'encontre d'une personne aux fins de l'empêcher de révéler des informations relatives à une enquête, ou bien de poursuivre celle-ci.

4.3. Pour soumissionner par voie électronique via COLEPS ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d’Ouvrage, le candidat ou soumissionnaire doit être enregistré sur ladite plateforme et disposer d’un certificat électronique valide.

4.4. Si l’appel d’offres est restreint, la consultation s’adresse à tous les candidats retenus à l’issue de la procédure de préqualification et/ou à ceux retenus dans le cadre de la catégorisation préalablement indiquée dans l’avis d’appel d’offres et rappelée dans le RPAO.

Article 5. Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés

5.1. Les matériaux, les matériels de l’entrepreneur, les fournitures, équipements et services devant être fournis dans le cadre du Marché ne doivent pas provenir le cas échéant, de pays figurant dans la liste prévue dans le RPAO.

5.2. En vertu de l’article 5.1 ci-dessus, le terme “provenir” désigne le lieu où les biens et services poussent, sont extraits, cultivés, produits ou fabriqués, transformés, assemblés ou importés.

Article 6. Documents établissant la qualification du Soumissionnaire

6.1. Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :

- a. produire un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le soumissionnaire;
- b. Fournir les documents permettant d’établir la qualification du soumissionnaire selon la présentation indiquée à l’article 13 du RGAO et comprenant notamment, toutes les informations (compléter ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de préqualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l’objet d’une préqualification) qui leur sont demandées dans le RPAO.

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :

- i. La production de l’extrait des bilans faisant ressortir le chiffre d’affaires et les résultats ;
- ii. l’accès à une ligne de crédit ou d’autres ressources financières ;
- iii. Les marchés exécutés ;
- iv. la liste du personnel clé ;
- v. La disponibilité du matériel indispensable ;
- vi. Le certificat de catégorisation pour les prestataires de BTP, le cas échéant.

6.2. Les soumissions présentées par deux ou plusieurs entrepreneurs groupés (co-traitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- a. L’offre devra inclure pour chacune des entreprises, tous les renseignements énumérés à l’article 6.1 ci-dessus. Le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement ;
- b. L’offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement;
- c. La nature du groupement (conjoint ou solidaire tel que requis dans le RPAO) doit être précisée et justifiée par la production d’une copie de l’accord de groupement en bonne et due forme ;
- d. Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l’ensemble des entreprises vis à vis du Maître d’Ouvrage ou du Maître d’Ouvrage Délégué pour l’exécution du marché ;
- e. En cas de groupement solidaire, les co-traitants se répartissent les paiements qui sont effectués par le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué dans un compte unique. En cas de groupement conjoint, les tâches de chaque membre doivent être précisées et chaque entreprise est payée par le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué dans son propre compte.

6.3. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu’elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais d’exécution visés dans le RPAO.

6.4. Les soumissionnaires qui sollicitent le bénéfice d’une marge de préférence, doivent fournir tous les renseignements nécessaires pour prouver qu’ils satisfont aux critères d’éligibilité décrits à l’article 33 du RGAO.

Article 7. Visite du site des travaux

7.1. Il est conseillé au soumissionnaire de visiter et d’inspecter le site des travaux et ses environs et d’obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être

- d. En ajustant de façon appropriée, sur des bases techniques ou financières, toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable ;
- e. En prenant en considération les différents délais d'exécution proposés par les soumissionnaires, s'ils sont autorisés par le RPAO ;
- f. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 13.2 du RGAO et du RPAO, en appliquant les remises offertes par le Soumissionnaire pour l'attribution de plus d'un lot, si cet appel d'offres est lancé simultanément pour plusieurs lots.
- g. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 18.3 du RPAO et aux spécifications techniques, les variantes techniques proposées, si elles sont permises, seront évaluées suivant leur mérite propre et indépendamment du fait que le soumissionnaire aura offert ou non un prix pour la solution technique spécifiée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans le RPAO.
- 32.3. L'effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP, appliquées durant la période d'exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des offres.
- 32.4. Si l'offre financière évaluée la moins-disante est jugée anormalement basse ou est fortement déséquilibrée par rapport à l'estimation faite par le Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué des travaux à exécuter dans le cadre du Marché, la sous-commission peut à partir du sous-détail de prix fournis par le soumissionnaire pour n'importe quel élément, ou pour tous les éléments du Détail quantitatif et estimatif, vérifier si ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé.
- 32.5 Sur proposition de la sous-commission d'analyse, le Président de la Commission de Passation de marchés peut demander aux soumissionnaires ou aux administrations et organismes compétents des éclaircissements sur les offres.
- 32.6 Dans le cas où une offre est jugée anormalement basse, la Commission de Passation des Marchés propose au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, de demander des justificatifs au soumissionnaire concerné. Au cas où ils sont jugés inacceptables, ils sont transmis par le MO/MOD à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics, pour avis, en même temps que la demande d'éclaircissement.
- Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué tient compte de l'avis l'organisme chargé de la régulation des marchés publics pour se prononcer.

Article 33. Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux

- 33.1 Lors de la passation d'un marché dans le cadre d'une consultation internationale, une marge de préférence est accordée, à offres équivalentes et dans l'ordre de priorité, aux soumissions présentées par :
- a) Une personne physique de nationalité camerounaise ou une personne morale de droit camerounais ;
 - b) Une entreprise dont le capital est intégralement ou majoritairement détenu par des personnes de nationalité camerounaise ;
 - c) Une personne physique ou une personne morale justifiant d'une activité économique sur le territoire du Cameroun ;
 - d) Un groupement d'entreprises associant des entreprises camerounaises.
- 33.2 Les offres sont considérées équivalentes lorsqu'elles ont rempli les conditions techniques requises.
- 33.3 Pour les marchés de travaux, la marge de préférence nationale est de dix pour cent (10%).
- 33.4 La préférence nationale ne peut être appliquée que lorsque le dossier d'appel d'offres le prévoit.

F. ATTRIBUTION

Article 34. Attribution

- 34.1. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera le marché au Soumissionnaire ayant présenté une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres, (disposant des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante) et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en considérant le cas échéant les remises proposées.
- 34.2. Si l'Appel d'Offres porte sur plusieurs lots, l'attribution se fera selon les prescriptions du RPAO.
- 34.3-Dans tous les cas, toute attribution d'un marché est matérialisée par une décision du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de sa signature

de l'attributaire restée sans suite. Dans ce cas, le cautionnement de soumission est saisi et le marché est attribué au candidat classé en seconde position.

38.3. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de cinq (05) jours ouvrables pour la signature du marché, à compter de la date de réception du projet de marché souscrit par l'attributaire ; ou pour les marchés de gré à gré, à compter de la date de réception de l'avis de la Commission Centrale de Contrôle des Marchés compétente, après leur souscription par l'attributaire.

38.4. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué notifie le marché à son titulaire dans les cinq (5) jours ouvrables qui suivent la date de sa signature.

38.4. L'attributaire du marché dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrables à compter de sa réception pour souscrire le marché ou la lettre-commande pour souscrire le marché ou la lettre-commande. Passé ce délai, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'annuler la décision d'attribution après mise en demeure de l'attributaire restée sans suite. Dans ce cas, le cautionnement de soumission est saisi et le marché est attribué au candidat classé en seconde position.

Article 39. Cautionnement définitif

39.1. Dans les vingt (20) jours calendaires suivant la notification du marché par le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué, le cocontractant fournira au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué un cautionnement garantissant l'exécution intégrale des travaux, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le Dossier d'Appel d'Offres.

39.2. Le cautionnement définitif dont le taux, fixé dans le RPAO, varie entre 2 et 5% du montant TTC du marché, augmenté le cas échéant du montant des avenants, peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué ou par une caution personnelle et solidaire.

39.3. Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux ainsi que les organisations de la société civile peuvent produire à la place du cautionnement, soit un chèque certifié, soit un chèque de banque, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé conformément aux textes en vigueur.

39.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation du marché dans les conditions prévues dans le CCAG. Dans ce cas, le cautionnement de soumission est saisi par le Maître d'ouvrage.

39.5. Les titulaires d'une lettre-commande peuvent être dispensés de l'obligation de fournir le cautionnement définitif.

PIECE N°3

REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL

D'OFFRES (RPAO)

REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES

Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO
A. GENERALITES	
1.1	<ul style="list-style-type: none"> - Nom et adresse du Maître d’Ouvrage : Maire de la Commune de MAKAK, B.P. : Makak - Référence de l’Appel d’Offres : Appel d’Offres National Ouvert N°011/AONO/R-CE/D-NK/C-MAKAK/CIPM/2025 du 23 JUILLET 2025 en procédure d’urgence - Nombre de lots : Sans objet. <p>Définition des Travaux :</p> <p>Les travaux consistent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Installation chantier et etude ; - Travaux de demolition ; - Beton - beton arme ; - Toiture - plafond; - Travaux de menuiserie bois - métallique quincaillerie; - Peinture ; - VRD. <p>NB : Les informations sur les travaux à exécuter sont détaillées dans le bordereau des prix unitaires, le détail quantitatif et estimatif et le Cahier des Clauses Techniques Particulières.</p>
1.2.	<p>Le délai prévisionnel d’exécution des travaux est de : 3 (Trois) mois calendaires pour chaque lot.</p> <p>Ce délai court à compter de la date de notification de l’ordre de service de commencer les travaux.</p>
1.4	<p>Nom, Object des travaux : pour l'exécution des travaux de rehabilitation du centre d'alphabetisation de Kaya 2, dans la commune de makak, departement du nyong et kelle, region du centre</p> <p>Les travaux comportent plusieurs phases : Non</p> <p>Conférence préalable à l’établissement des propositions : Non</p>
2	<p>Source(s) de financement :</p> <p>Les travaux objet du présent Appel d’Offres sont financés par :</p> <p>Budget : BIP MINEDUB Exercice 2025 Ligne</p>
4.2	L’appel d’offres est ouvert
5.1	<p>Provenance des matériaux, matériels et fournitures d’équipement et services.</p> <p>Les matériaux, matériels et fournitures d’équipements proviendront du marché national.</p>
6.2	<p>En cas de groupement d’entreprises, chaque membre du groupement doit présenter un dossier administratif complet, les pièces " <i>L’attestation de domiciliation bancaire (sauf cas de cotraitance conjointe), La quittance d’achat du DAO et le cautionnement de soumission</i>" prévues au point 13.1 du RPAO étant uniquement présentés par le mandataire du groupement.</p>
6.4	<p>Renseignements nécessaires à produire pour justifier la satisfaction aux critères d’éligibilité à la préférence nationale : Sans objet</p>

Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO
7.3.	<p>Aux fins de la visite du site des travaux à organiser après la publication de l'Avis d'Appel d'Offres, le service du Maître d'Ouvrage à contacter est le suivant : Service Technique de la Commune de Makak</p> <ul style="list-style-type: none"> - BP : <i>Makak</i> - Tél : 699 80 69 35 <p>Il est conseillé à chaque soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des travaux et ses environs et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et l'exécution des études et des travaux. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire.</p>
9	<p>Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics, <i>téléphone : 697 588 004, ou sur le site de l'ARMP (www.armp.cm).</i></p> <p>Des éclaircissements peuvent être demandés au plus tard 15 jours avant la date de remise des offres.</p> <p>Les demandes d'éclaircissement doivent mentionner le nom et l'adresse complète du requérant et être expédiées à l'adresse suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Maire de la Commune de Makak ○ Télécopie 699 80 69 35 BP Makak E-mail : communemakak@yahoo.fr
C- PREPARATION DES OFFRES	
12.	La langue de soumission est <i>l'Anglais ou le Français</i> »
13.1	<p>Le soumissionnaire devra produire une offre regroupée en trois volumes et présentée comme suit :</p> <p>A–Volume I : Pièces administratives</p> <p>Pour les soumissionnaires installés au Cameroun, elles comprendront notamment :</p> <p>a) Le cautionnement de soumission (suivant modèle joint) d'un montant de 120 000 (cent vingt mille) francs CFA et d'une durée de validité de trois (03) mois, établi par <i>une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie</i> habilité par le Ministre en charge des Finances du Cameroun pour émettre des cautions dans le cadre des marchés publics ou toute autre forme prévue par la réglementation en vigueur (Chèque certifié, chèque banque, hypothèque légale), sauf dispositions contraires prévues par la convention de financement et relative à l'objet de l'appel d'offres concerné. Le délai de validité du cautionnement de soumission doit excéder de trente (30) jours celui des offres.</p> <p>b) <i>L'accord de groupement notarié et spécifiant le mandataire le cas échéant;</i></p> <p>c) <i>Le pouvoir de signature, le cas échéant ;</i></p> <p>d) <i>L'attestation de conformité fiscale délivrée par l'administration fiscale;</i></p> <p>e) <i>Une attestation de non-faillite établie par le Tribunal de Première Instance ou tout autre document établi par l'institution compétente du pays de résidence du soumissionnaire étranger;</i></p> <p>f) <i>L'attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par un établissement bancaire ou organisme habilité par le Ministre en charge des Finances du Cameroun sauf dispositions contraires prévues par la convention de financement</i></p> <p>g) <i>La quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres d'une somme non remboursable de</i></p> <p>12 000 (Douze mille) francs CFA payable à la Recette Municipale de la Commune de Makak.</p> <p>h) <i>Une attestation de non-exclusion des marchés publics délivrée par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics portant le numéro et l'objet de l'Appel d'Offres</i></p>
Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO

	<p>i) Une attestation délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations sociales vis-à-vis de ladite caisse datant de moins de trois mois à compter de la date de signature de ladite attestation ;</p> <p>j) L'attestation de catégorisation, le cas échéant ;</p> <p>NB : En cas de catégorisation, le Maître d'Ouvrage définit les exigences complémentaires à demander aux entreprises catégorisées.</p> <p><i>En cas de groupement chaque membre du groupement doit présenter un dossier Administratif complet, les pièces a, b, g, h étant uniquement présentées par le mandataire du groupement.</i></p>
	<p>Pour les soumissionnaires non installés au Cameroun :</p> <p>a) produire les documents attestant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • qu'ils ne sont pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite ; • qu'ils ne sont pas frappés de l'une des interdictions ou déchéances prévues par les lois et règlements en vigueur, aussi bien au plan national qu'international ; • qu'ils ont souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur. <p>b) En cas de production d'un cautionnement de soumission émis par un établissement financier étranger, ce dernier est acceptable sous réserve que cet établissement financier désigne un correspondant local habilité par le Ministre chargé des finances qui se porte garant en cas d'appel.</p> <p>NB : Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être valides à la date limite originelle de dépôt des offres</p> <p>B–Volume II : Offre technique</p> <p>Elle comprend notamment :</p> <p>b1. Les renseignements sur la qualification</p> <p>La liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier leur qualification notamment en ce qui concerne les références, le matériel et le personnel comprend :</p> <p>b.1.1 la lettre de soumission de la proposition technique</p> <p>b.1.2 Références du soumissionnaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • La liste des marchés réalisés (Maître d'Ouvrage, Objet, Montant, Date de réception) par le soumissionnaire en tant qu'entrepreneur principal (ou sous-traitant) au cours des cinq (05) dernières années. <p><i>Ces références devront être accompagnées des pièces justificatives, en l'occurrence:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Copies des première, deuxième et dernière pages du contrat ; • PV de réception définitive ou provisoire, ou l'Attestation de bonne fin.

Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO
	<p>Dans le cadre de la passation des marchés relevant du seuil des lettres- commandes, et lorsqu'il est expressément prévu par le dossier de consultation, les références du promoteur ou d'un responsable technique d'une Petite et Moyenne Entreprise nationale nouvellement constituée, se substituent à celles de la personne morale lorsque celle-ci ne dispose pas encore du nombre d'années d'expérience ou des références requises..</p> <p><i>Ces références devront être accompagnées des pièces justificatives, en l'occurrence :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> a) CV ; b) Contrats de travail ; c) Divers actes de promotion intervenus dans la carrière. <p>b.1.3. Personnel</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une liste du personnel clé qualifié pour l'exécution des travaux selon le modèle annexé au DAO <p>NB : Joindre, pour le personnel proposé, une copie du diplôme et les justificatifs de l'expérience à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • copie certifiée conforme du diplôme datant de moins de trois (03) mois ; • curriculum vitae signé et daté de l'expert; • attestation de disponibilité signée et datée de l'expert; • une attestation ou contrat de travail, ou journal de chantier justifiant l'expérience le cas échéant. <p>NB : Toutes les pièces citées ci-dessus devront être conformes, signées et datées de moins de trois mois pour compter de la date limite originelle de dépôt des offres</p> <p>b.1.4 Matériels à mobiliser pour l'exécution des travaux</p> <p>Une liste des matériels à mobiliser devra comprendre:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Outillage de maçonnerie (simple liste) - Outillage de menuiserie (simple liste) - Outillage de ferrailage (simple liste) - 01 véhicule de liaison pick-up (carte grise) <p>NB : Joindre les photocopies légalisées des cartes grises ou l'attestation de mise à disposition accompagnée de la carte grise certifiée du propriétaire pour le matériel roulant ou d'un contrat de location et une facture d'achat pour l'outillage.</p> <p>b.2. Organisation et Méthodologie</p> <p>Le soumissionnaire produira une note descriptive ou méthodologique présentant de manière détaillée les éléments constitutifs de sa proposition technique, notamment :</p>

Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO
	<p>a) L'organisation ainsi que l'ordonnancement qu'il envisage mettre en place pour exécuter efficacement les travaux à laquelle est annexé le rapport de visite des lieux ou l'attestation signée sur l'honneur, le cas échéant ;</p> <p>b) le calendrier, le planning et le délai de livraison des travaux ;</p> <p>c) les dispositions envisagées pour l'utilisation de la main d'œuvre locale (technique HIMO) ;</p> <p>d) les dispositions relatives au respect des mesures environnementales, le cas échéant ;</p> <p>e) les travaux que le soumissionnaire envisage de sous-traiter ;</p> <p>b.3. Le soumissionnaire remplira et souscrira les formulaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>la charte d'Intégrité</i> • <i>La Déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales</i> <p>b.4. Les preuves d'acceptations des conditions du marché Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées sur chaque page et signée à la dernière précédée de la mention « lu et approuvé », des documents ci-après :</p> <p>g) Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;</p> <p>h) Les cahiers des clauses techniques Particulières.</p> <p>NB : la non acceptation des clauses du marché entrainera l'élimination du soumissionnaire.</p> <p>b.5. Commentaires CCAP et CCTP Le soumissionnaire devra joindre la note d'observation sur les CCAP et/ou les CCTP, assortie d'éventuelles propositions.</p> <p>b 6- La situation financière ; Les Soumissionnaires devront présenter notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✦ Les états financiers certifiés ou, si cela n'est pas requis par la réglementation du pays du candidat, autres états financiers acceptables par le Maître d'Ouvrage pour les trois (03) dernières années démontrant la solidité actuelle de la position financière du candidat ✦ L'attestation de capacité financière d'un montant de 10 000 000 (Dix millions) francs CFA délivrée par une banque agréée de 1^{er} ordre, ✦ Les chiffres d'affaires annuels selon le bilan certifié ou une déclaration statistique et fiscale, selon le modèle en annexe.

Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO
	<p>b-7- l'attestation de non abandon de chantier au cours des trois dernières années</p> <p>C. Volume 3 : Offre financière Cette enveloppe comprendra les documents ci-après :</p> <p>c.1. La soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée ;</p> <p>c.2. Le Bordereau des prix unitaires et/ou forfaitaires dûment rempli ;</p> <p>c.3. Le Détail quantitatif et estimatif dûment rempli ;</p> <p>c.4. Le Sous-détail des prix unitaires ;</p> <p>Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles ou formulaires types prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres.</p> <p>NB : Les différentes parties d'un même dossier seront séparées par les intercalaires de couleur autre que le blanc aussi bien dans l'original que dans les copies, de manière à faciliter son examen.</p>

Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO
14.3.	Impôts et taxes : <i>Les prix proposés doivent être libellés Toutes taxes comprises</i>
14.4.	Les prix du marché <i>ne seront pas</i> révisables.
15.1.	Dans le cadre de la présente consultation, la monnaie de l'offre est la monnaie locale uniquement.
15.2.	Sans objet.
16.1.	Validité des offres : La période de validité des offres est 90 jours à partir de la date limite de dépôt des offres.
17.1.	Le Montant du cautionnement de soumission s'élèvent ainsi qu'il suit : 120 000 (cent vingt mille) FCFA.

Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO
18.1.	Sans objet.
18.3.	Sans objet.
19.1.	La réunion préparatoire à l'établissement des offres n'aura pas lieu.
20.	Soumission hors ligne <i>Chaque offre rédigée en français ou en anglais en 07(sept) exemplaires dont 01 (un) original et 06 (six) de chaque proposition</i> marquées comme tels, devra parvenir au Service des Marchés Publics, a la Mairie de Makak au plus tard le 27 AOÛT 2025 à 13 heures et devra porter la mention suivante sur les enveloppes fermées : " Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N°011/AONO/R-CE/D-NK/C-MAKAK/CIPM/2025 du 23 JUILLET 2025 en procédure d'urgence pour la REHABILITATION DU CENTRE D'ALPHABETISATION DE KAYA II, DANS LA COMMUNE DE MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, REGION DU CENTRE (A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT)
20.1.	La date et heure limites de remise des offres sont les suivantes : Date : 27 AOÛT 2025 Heure : 13 heures, heure locale (GMT/UTC + 1).
22.2	D. DEPOT DES OFFRES

Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO
	MODE DE SOUMISSION Le mode de soumission retenu pour cette consultation est <i>hors ligne</i>
	E. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES

25.1	<p>L'ouverture <i>des plis se fait en un temps et aura lieu le 27 AOÛT 2025 à 13 heures</i> par la Commission Interne de Passation des Marchés <i>placée auprès de la Commune de Makak</i> dans le Bureau de la Commission Interne de Passation des Marchés.</p> <p>Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.</p> <p>Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être valide au moment du dépôt de l'Offre dater de moins de trois (03) mois à compter de la date limite originelle d'ouverture des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.</p> <p>En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question.</p> <p>Est déclarée irrecevable et rejetée par la Commission de Passation des Marchés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Toute offre produite en nombre insuffisant ou uniquement en copies pour la soumission physique, • Toute offre en noir sur blanc; • les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires, • les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt. • les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ; • les plis non-conformes au mode de soumission ; • Toute offre non conforme aux prescriptions du DAO,
------	--

Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO
	<ul style="list-style-type: none"> • L'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. ; • En cas d'appel d'offres restreint, le défaut de présentation du septième exemplaire de l'offre financière, dans une enveloppe scellée et marquée « offre témoin » pour servir d'offre témoin destiné à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics, entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés • La Commission de Passation des Marchés établira un procès-verbal de la séance d'ouverture des plis, dont une copie sera remise à tous les soumissionnaires. •
Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO

29	<p><i>L'évaluation des offres se fera sur la base des critères ci-après :</i></p> <p>✦ <i>Les critères éliminatoires</i></p> <p>Il s'agit notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> L'absence ou la non-conformité de toute autre pièce administrative fera l'objet d'un rejet de l'offre passé le délai de 48 heures accordé au soumissionnaire (cf. art 92 al. 9 du Code des Marchés Publics) ; L'absence ou la non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis ; des fausses déclarations ou pièces falsifiées. La note technique inférieure au seuil minimal requis de 85% d'éléments positifs (soit au moins 17 éléments Oui sur 20) selon la Grille de Notation du RPAO ; N'avoir jamais exécuté un marché similaire rehabilitation du centre d'alphabétisation au cours des trois dernières années ; Attestation de capacité financière inférieure à Dix millions (10 000 000) de Francs CFA. Offre financière incomplète ; Omission dans l'offre financière, d'un prix unitaire quantifié ; Absence du sous détail des prix. de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée Absence de la Charte d'Intégrité ; Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de chantier
	<p>NB : En fonction de la spécificité de la prestation, d'autres critères pertinents pourront être ajouté lors de l'élaboration des DAO.</p> <p>▪ <input type="checkbox"/> <i>Les critères dits essentiels</i></p> <p>Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur</p> <ol style="list-style-type: none"> la présentation de l'offre ; les références du soumissionnaire ; la situation financière ; Qualification et expérience du personnel ; Moyens logistiques ; Méthodologie ; Les preuves d'acceptation des conditions du marché.

Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO		
	Critères et Sous critères pour l'évaluation détaillée des offres ▪ Critères éliminatoires <i>Les critères éliminatoires seront à titre indicatifs évalués en fonction des sous critères ci-après :</i>		
	N°	Rubrique	Oui/Non
	I- Critères éliminatoires relatifs au dossier administratif		
	1	Absence ou la non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis délivrée par un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics NB : Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.	Oui/Non
	2	Non-production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission)	Oui/Non
	II- Critères éliminatoires relatifs à l'offre technique		

Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO		
	3	N'avoir jamais exécuté un marché similaire de rehabilitation du centre d'alphabetisation au cours des trois dernières années	Oui/Non
	4	Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales	Oui/Non
	5	Attestation de capacité financière inférieure à Dix millions (10 000 000) de Francs CFA	Oui/Non
	III- Critères éliminatoires relatifs à l'offre financière		
	6	Offre financière incomplète	Oui/Non
	7	Omission dans l'offre financière, d'un prix unitaire quantifié	Oui/Non
	8	Absence du sous détail des prix.	Oui/Non
	IV- Critères éliminatoires d'ordre général		
	9	Fausse déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces	Oui/Non
	10	La note technique inférieure au seuil minimal requis de 85% d'éléments positifs (soit au moins 17 éléments Oui sur 20) selon la Grille de Notation annexée au présent RPAO.	Oui/Non
	11	Absence de la charge d'intégrité	Oui/Non

12	Absence de la déclaration de non abandon de chantier	Oui/Non
▪ Critères essentiels L'évaluation des critères essentiels ou relatifs à la qualification des Soumissionnaires portera		

Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO
	<p>indicatif sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ la présentation de l'offre ; <p>Lisibilité, pièces dans l'ordre du RPAO, sommaires, intercalaire de couleur, pagination.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✦ <u>Expérience</u> ✦ <u>Expérience générale en travaux</u> <p>Expérience dans les marchés de travaux : trois (03) marchés exécutés à titre d'entrepreneur au cours des trois (03) dernières années qui précèdent la date limite de dépôt des soumissions.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✦ <u>Expérience spécifique en travaux similaires (à ceux de l'Appel d'Offres)</u> <p>Avoir effectivement exécuté de manière satisfaisante et achevé pour l'essentiel, en tant qu'entrepreneur, ou sous-traitant au moins trois (03) marchés similaires aux travaux de BTP au cours trois (03) dernières années avec une valeur minimale de 11 250 000 FCFA. La similitude portera sur la taille physique la complexité, les méthodes/technologies ou autres caractéristiques.</p> <p><i>Ces références devront être accompagnées des pièces justificatives, en l'occurrence :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>a). Copies des premières et dernières pages du contrat accompagnés des ordres de services y relatifs ;</i> <i>b). PV de réception provisoire ou définitive ou attestation de bonne fin signée du Maître d'Ouvrage ;</i> <i>c) L'absence d'une des pièces sus évoquées entrainera la non prise en compte de la référence présentée.</i>

Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO																																																					
	<p>▪ Personnel :</p> <p>Le Candidat doit établir qu'il dispose du personnel requis pour les postes-clés exigés, notamment :</p> <table> <tr> <th>Nom</th><th>Fonction proposée</th><th>Qualification minimale</th><th>Année d'Expérience Générale</th><th>Expérience Spécifique En Terme de projets</th><th>Poste ou fonction Occupé pour Chaque projet</th></tr> <tr> <td></td><td>conducteur de travaux</td><td>diplôme Technicien supérieur de Bâtiment Civil au moins)</td><td>≥ 5 ans</td><td>≥ 3 ans</td><td>Conducteur de travaux</td></tr> <tr> <td></td><td>Chef chantier</td><td>Diplôme de Technicien de Genie Civil au moins</td><td>≥ 5 ans</td><td>≥ 3 ans</td><td>Chef chantier</td></tr> </table> <p>NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration sera considéré dans l'évaluation.</p> <p>En cas de présence du CV d'un même expert dans plus d'une offre ou s'il y a divergence entre les CV présentés pour le même expert, une demande d'éclaircissements lui sera adressée en vue d'établir l'offre du soumissionnaire à considérer pour son évaluation. Dans ce cas l'expert en question ne sera pas évalué dans l'Offre concurrente et son CV sera examiné à condition que celui produit pour la demande d'éclaircissement soit identique à celui dans l'offres considérée.</p> <p>▪ Matériels</p> <p>Le Soumissionnaire doit justifier qu'il dispose en propre ou location les matériels ci-après :</p> <table> <tr> <th>N°</th><th>Désignation et caractéristiques du matériel</th><th>Age/ Etat</th><th>Nombre minimal requis</th><th>Propriétaire/ location</th><th>Année d'obtention</th><th>Justificatif</th></tr> <tr> <td>1</td><td>Outillage de maçonnerie (simple liste)</td><td>Sans objet</td><td>-</td><td>propriétaire</td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>2</td><td>Outillage de menuiserie (simple liste)</td><td>Sans objet</td><td>-</td><td>propriétaire</td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>3</td><td>Outillage de ferrailage (simple liste)</td><td>Sans objet</td><td>-</td><td>propriétaire</td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>4</td><td>01 véhicule de liaison pick-up (carte grise)</td><td>Sans objet</td><td>01</td><td>Propriétaire/ location</td><td></td><td></td></tr> </table> <p>NB : Joindre les copies certifiées par les services émetteurs ou toute autre autorité habilitée, des cartes grises pour les matériels roulants et les factures d'achat indiquant le numéro de contribuable de chaque émetteur pour les autres, le cas échéant, accompagnées</p>	Nom	Fonction proposée	Qualification minimale	Année d'Expérience Générale	Expérience Spécifique En Terme de projets	Poste ou fonction Occupé pour Chaque projet		conducteur de travaux	diplôme Technicien supérieur de Bâtiment Civil au moins)	≥ 5 ans	≥ 3 ans	Conducteur de travaux		Chef chantier	Diplôme de Technicien de Genie Civil au moins	≥ 5 ans	≥ 3 ans	Chef chantier	N°	Désignation et caractéristiques du matériel	Age/ Etat	Nombre minimal requis	Propriétaire/ location	Année d'obtention	Justificatif	1	Outillage de maçonnerie (simple liste)	Sans objet	-	propriétaire			2	Outillage de menuiserie (simple liste)	Sans objet	-	propriétaire			3	Outillage de ferrailage (simple liste)	Sans objet	-	propriétaire			4	01 véhicule de liaison pick-up (carte grise)	Sans objet	01	Propriétaire/ location		
Nom	Fonction proposée	Qualification minimale	Année d'Expérience Générale	Expérience Spécifique En Terme de projets	Poste ou fonction Occupé pour Chaque projet																																																	
	conducteur de travaux	diplôme Technicien supérieur de Bâtiment Civil au moins)	≥ 5 ans	≥ 3 ans	Conducteur de travaux																																																	
	Chef chantier	Diplôme de Technicien de Genie Civil au moins	≥ 5 ans	≥ 3 ans	Chef chantier																																																	
N°	Désignation et caractéristiques du matériel	Age/ Etat	Nombre minimal requis	Propriétaire/ location	Année d'obtention	Justificatif																																																
1	Outillage de maçonnerie (simple liste)	Sans objet	-	propriétaire																																																		
2	Outillage de menuiserie (simple liste)	Sans objet	-	propriétaire																																																		
3	Outillage de ferrailage (simple liste)	Sans objet	-	propriétaire																																																		
4	01 véhicule de liaison pick-up (carte grise)	Sans objet	01	Propriétaire/ location																																																		

<p>- Les justificatifs des références comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les contrats (première et dernière page enregistrée) accompagnés des ordres de services y relatifs; - Les procès-verbaux de réception (provisoire ou définitive) pour chaque contrat <p>L'absence d'une des pièces sus évoquées entrainera la non prise en compte de la référence présentée.</p>		
<p>✦ Expérience générale en travaux</p> <p>Expérience dans les marchés de travaux : trois (03) marchés exécutés à titre d'entrepreneur au cours des trois (03) dernières années qui précèdent la date limite de dépôt des soumissions.</p>	Oui	Non
<p>✦ Expérience spécifique en travaux similaires (à ceux de l'Appel d'Offres)</p> <p>Avoir effectivement exécuté de manière satisfaisante et achevé pour l'essentiel, en tant qu'entrepreneur, ou sous-traitant au moins trois (03) marchés similaires aux travaux de rehabilitation du centre d'alphabetisation au cours des trois (03) dernières années avec une valeur minimale de 12 000 000 FCFA.</p> <p>La similitude portera sur la taille physique la complexité, les méthodes/technologies ou autres caractéristiques.</p>	Oui	Non
<p align="center">C. LA SITUATION FINANCIERE</p>		
<p>Chiffre d'affaire des trois (03) dernières années au moins 30 000 000FCFA (trente millions) Francs CFA</p>	Oui	Non
<p align="center">EVALUATION</p>		
<p align="center">D. QUALIFICATION ET EXPERIENCE DU PERSONNEL</p>		
<p>1) Conducteur des travaux</p> <p>Justifier la possession dans son personnel d'un conducteur des travaux ayant une qualification Technicien superieur en génie civil et d'une expérience générale d'au moins cinq (05) ans dans les travaux et d'une expérience spécifique en termes de projet d'au moins trois (03) ans dans le domaine. (Joindre comme justificatif : une copie certifiée du diplôme, une attestation de présentation de l'original dudit diplôme, un CV daté et signé, une copie de la CNI certifiée, attestation de disponibilité signée par le concerné)</p>	Oui	Non
<p>2) Chef chantier</p> <p>Justifier la possession dans son personnel d'un chef chantier titulaire d'un brevet de technicien de génie civil et d'une expérience générale d'au moins cinq (05) ans dans les travaux et d'une expérience spécifique en termes de projet d'au moins trois (03) ans dans le domaine (joindre comme justificatif : une copie certifiée du diplôme, attestation de présentation de l'original du diplôme, un cv daté et signé, une copie de la carte nationale d'identité certifiée, attestation de disponibilité signée par le concerné)</p>	Oui	Non
<p>3) Chauffeur</p> <p>Justifier la possession dans son personnel d'un chauffeur pick-up ayant au moins cinq (05) ans d'expérience dans les missions similaires. (Joindre comme justificatif : certificat de travail, Copie de la Carte Nationale d'Identité certifiée et un cv daté et signé, permis de conduire certifié du concerné)</p>	Oui	Non
<p>EVALUATION</p>		
<p>NB : Les certifications sont faites par l'autorité administrative compétente (sous-préfet, préfet...). La non prise en compte d'un élément du personnel sus-évoqué entrainera la non prise en compte du personnel présenté</p>		
<p align="center">E. MOYENS LOGISTIQUES</p> <p align="center">Joindre les photocopies légalisées des cartes grises ou l'attestation de mise à disposition accompagnée de la carte grise certifiée du propriétaire pour le matériel roulant ou d'un contrat de location et une facture d'achat pour l'outillage.</p>		
<p>Outillage de maçonnerie (simple liste) (propriétaire)</p>	Oui	Non

34.1	Le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué attribue le marché au soumissionnaire dont l’offre a été reconnue conforme pour l’essentiel au Dossier d’Appel d’offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante et dont l’offre a été évaluée la moins disante après application des remises proposées le cas échéant.
34.2	La combinaison à appliquer en cas d’attribution simultanée de plusieurs lots est la suivante le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué tiendra compte des rabais proposés et se basera sur la combinaison qui lui est la plus avantageuse économiquement afin d’arrêter la liste d’attributaires par lot.
39.2	Le taux du cautionnement définitif est de : Trois cent mille (300 000) francs CFA Dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de notification du marché par le Maître d’ouvrage, le cocontractant fournira un cautionnement définitif suivant le modèle joint au Dossier d’appel d’offres. La non production dudit cautionnement dans les délais et conditions de l’article 28 du CCAP expose le soumissionnaire aux sanctions prévues par l’article 37 dudit CCAP Cette caution sera délivrée conformément aux dispositions de la lettre circulaire N°000019/LC/MINMAP du 05 Juin 2024.
40	<p style="text-align: center;">Principes Ethiques</p> <p>Les Présidents et Membres de commission, les Soumissionnaires et les autres intervenants de la procédure doivent observer en tout temps, les règles d’éthique professionnelle les plus strictes. Ils doivent notamment s’interdire toute corruption ou toute autre forme de manœuvres frauduleuses. En vertu de ce principe, les expressions ci-dessus sont définies de la façon suivante :</p> <p>(i) est coupable de “corruption” quiconque offre, donne, sollicite ou accepte directement ou indirectement un quelconque avantage en vue d’influencer l’action d’un agent public au cours de l’attribution ou de l’exécution d’un marché ou d’une lettre commande, et</p> <p>(ii) est coupable de “corruption” quiconque fournit, sollicite ou accepte plusieurs offres</p>
Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO
	émises par le même soumissionnaire sous des noms des sociétés différentes et/ou sur des numéros d’enregistrement différents. (iii) se livre à des “manœuvres frauduleuses” quiconque déforme ou dénature des faits afin d’influencer l’attribution ou l’exécution d’un marché ou d’une lettre commande de manière préjudiciable au Maître d’Ouvrage ou au Maître d’Ouvrage Délégué. Les “Manœuvres frauduleuses” comprennent notamment toute entente ou manœuvre collusoire des soumissionnaires (avant ou après la remise de l’offre) visant à maintenir artificiellement les prix des cotations à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu d’une concurrence libre et ouverte, et à priver ainsi le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué des avantages de cette dernière.

PIECE N°4

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

**PIECE 15 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES (CCTP)**

PIECE N°6

CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

PIECE N°7

CADRE DU DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF

PIECE N°8

CADRE DU SOUS-DETAIL DES PRIX

PIECE N°9

MODELE DE MARCHE

SOMMAIRE

Titre I : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Titre II : Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Titre III : Bordereau des Prix Unitaires (BPU)

Titre IV : Détail Estimatif (DE)

PIECE N°10

MODELES OU FORMULAIRES TYPES A UTILISER

PAR LES SOUMISSIONNAIRES

ANNEXE N° 1: MODELE DE DECLARATION D'INTENTION DE SOUSSIONNER

A insérer en annexe à la

Je soussigné,

Nationalité :

Domicile :

Fonction :

En vertu de mes pouvoirs de Directeur Général, après avoir pris connaissance du Dossier d'Appel d'Offres National n°[indiquer la nature de la prestation].

Déclare par la présente, l'intention de soumissionner pour cet Appel d'Offres.

Fait à _____ le _____

Signature, nom et cachet du soumissionnaire

